

# 85450 CHAILLE LES MARAIS

**Aménagement d'un lotissement  
VRD - Travaux de voirie - Assainissement- Espaces verts**

## **04 - CCAP CAHIER DES CLAUSES ADMINISTRATIVES PARTICULIERES**

### **MARCHE PUBLIC**

---

**Maître d'ouvrage :**

**Commune de Chaille les marais**  
26 rue du 11 novembre  
85450 Chaille les marais  
Tél: 02 51 56 72 98  
Chaille-les-marais@wanadoo.fr

---

**Maître d'Œuvre :**

**SCP Franck BOURGOIN**  
14 Quai Est du Port B.P. 354  
85400 LUCON  
Tél: 02.51.56.11.74  
lucon@geometres-lucon.com

Date: Février 2024

**Sommaire de CCAP CAHIER DES CLAUSES ADMINISTRATIVES PARTICULIERES**

<b>CCAP CAHIER DES CLAUSES ADMINISTRATIVES PARTICULIERES .....</b>	<b>4</b>
<b>1 OBJET - INTERVENANTS – DISPOSITIONS GÉNÉRALES .....</b>	<b>4</b>
1.1 L'objet du marché - Domicile du titulaire .....	4
1.2 Décomposition en tranches et en lots .....	4
1.3 Intervenants .....	4
1.4 Travaux intéressant la Défense - Obligation de discrétion .....	5
1.5 Contrôle des prix de revient.....	5
1.6 Dispositions générales.....	5
<b>2 PIÈCES CONSTITUTIVES DU MARCHÉ .....</b>	<b>6</b>
2.1 Pièces particulières : .....	6
2.2 Pièces générales : .....	6
<b>3 PRIX ET MODE D'ÉVALUATION DES OUVRAGES .....</b>	<b>6</b>
3.1 Tranche(s) conditionnelle(s) .....	6
3.2 Contenu des prix - Mode d'évaluation des ouvrages et de règlement des comptes - Travaux en régie .....	6
3.3 Variation dans les prix .....	8
3.4 Paiement des cotraitants et des sous-traitants .....	9
<b>4 DÉLAI DE RÉALISATION - PÉNALITÉS, PRIMES ET RETENUES .....</b>	<b>9</b>
4.1 Délai d'exécution .....	9
4.2 Prolongation des délais d'exécution .....	9
4.3 Pénalités pour retard d'exécution - Primes d'avance .....	9
4.4 Pénalités et retenues autres que retard d'exécution .....	10
<b>5 CLAUSES DE FINANCEMENT ET DE SURETÉ.....</b>	<b>10</b>
5.1 Retenue de garantie .....	10
5.2 Avance forfaitaire .....	10
5.3 Avance facultative.....	11
<b>6 PROVENANCE QUALITÉ, CONTRÔLE ET PRISE EN CHARGE DES MATÉRIAUX ET PRODUITS .....</b>	<b>11</b>
6.1 Provenance des matériaux et produits. ....	11
6.2 Mise à disposition de carrières ou lieux d'emprunt .....	11
6.3 Caractéristiques, qualités, vérifications, essais et épreuves des matériaux et produits .....	11
6.4 Prise en charge, manutention et conservation par le titulaire des matériaux et produits fournis par le maître de l'ouvrage. ....	11
<b>7 IMPLANTATION DES OUVRAGES .....</b>	<b>11</b>
7.1 Piquetage général.....	11
7.2 Piquetage spécial des ouvrages souterrains ou enterrés .....	11
<b>8 PRÉPARATION, COORDINATION ET EXÉCUTION DES TRAVAUX .....</b>	<b>12</b>
8.1 Période de préparation - Programme d'exécution des travaux .....	12
8.2 Etudes d'exécution des ouvrages.....	12

<b>Commune de Chaillé les marais - Aménagement d'un lotissement</b>	Maître d'Ouvrage: Commune de Chaillé les marais
8.3 Échantillons - Notices techniques - Procès verbal d'agrément .....	12
8.4 Installation, organisation, sécurité et hygiène des chantiers .....	12
8.5 Sujétions résultant de l'exploitation du domaine public ou privé .....	14
<b>9 CONTRÔLES ET RÉCEPTIONS DES TRAVAUX.....</b>	<b>14</b>
9.1 Essais et contrôles des ouvrages en cours de travaux .....	14
9.2 Réception.....	14
9.3 Prise de possession anticipée de certains ouvrages ou partie d'ouvrage .....	14
9.4 Mise à disposition de certains ouvrages ou parties d'ouvrages .....	14
9.5 Documents fournis après exécution .....	14
9.6 Délai de garantie.....	14
9.7 Garanties particulière.....	14
<b>10 DÉROGATION AUX DOCUMENTS GÉNÉRAUX.....</b>	<b>14</b>
10.1 CCAG :.....	15
10.2 CCTG et CPC travaux publics .....	15
10.3 Normes françaises homologuées .....	15
10.4 Autres normes .....	15

**CCAP CAHIER DES CLAUSES ADMINISTRATIVES PARTICULIERES****1 OBJET - INTERVENANTS – DISPOSITIONS GÉNÉRALES****1.1 L'objet du marché - Domicile du titulaire**

Les prestations, objet du présent marché, concernent l'aménagement d'un lotissement.

La description des ouvrages et leurs spécifications techniques sont indiquées dans le Cahier des Clauses Techniques Particulières (CCTP).

A défaut d'indication dans l'acte d'engagement du domicile élu par le titulaire à proximité des travaux, les notifications se rapportant au marché seront valablement faites à la mairie de Chaillé les marais, jusqu'à ce que le titulaire ait fait connaître à la personne responsable du marché l'adresse du domicile qu'il aura élu.

**1.2 Décomposition en tranches et en lots**

Le marché comportera un seul lot et deux tranches, ferme et conditionnelle désignée ci-après :

Désignation des tranches et lots	
Tranche ferme : Aménagement du lotissement	Lot VRD: Travaux de voirie – assainissement – Espaces verts
Tranche conditionnelle	Lot VRD : Travaux de Voirie (finition) – Espaces Verts

**Options :** Néant

**1.3 Intervenants****1.3.1 Mandataire du maître de l'ouvrage**

Sans objet.

**1.3.2 Désignation de sous-traitants en cours de marché**

L'acte spécial précise tous les éléments contenus dans la déclaration prévue à l'article 2.41 du Cahier des Clauses Administratives Générales (CCAG).

Il indique en outre pour les sous-traitants à payer directement:

- les renseignements mentionnés à l'article 2.43 du CCAG ;
- le compte à créditer.

Pour chaque sous-traitant présenté pendant l'exécution du marché, le titulaire doit joindre, en sus de l'acte spécial :

- une déclaration du sous-traitant indiquant qu'il ne tombe pas sous le coup d'une interdiction d'accéder aux marchés publics (1° de l'article 114 du Code des Marchés Publics) ;
- une attestation sur l'honneur du sous-traitant indiquant qu'il n'a pas fait l'objet, au cours des cinq dernières années, d'une condamnation inscrite au bulletin n°2 du casier judiciaire pour les infractions visées aux articles L324-9, L324-10, L341-6, L125-1 et L125-3 du Code du Travail (2° de l'article 44 du Code des Marchés Publics);
- les capacités professionnelles et financières du sous-traitant.

**1.3.3 Conduite d'opération**

Sans objet.

**1.3.4 Maîtrise d'œuvre**

La maîtrise d'œuvre est assurée par :

**SCP Franck BOURGOIN**  
14 Quai Est du Port BP 354  
85400 LUCON

Le maître d'œuvre est Monsieur Franck BOURGOIN.

Le maître d'œuvre est chargé d'une mission comprenant : AP, PRO, ACT, VISA, DET, AOR.

<b>Commune de Chaillé les marais - Aménagement d'un lotissement</b>	Maître d'Ouvrage: Commune de Chaillé les marais
---	---

- VISA : examen de conformité ;
- DET : direction d'Exécution des contrats de Travaux ;
- AOR : assistance lors des Opérations de Réception et pendant la période de garantie de parfait achèvement.

### **1.3.5 Contrôle technique au sens de la loi du 4 Janvier 1978 sur la responsabilité et l'assurance-construction**

Sans objet.

### **1.3.6 Coordination en matière de Sécurité et de Protection de la Santé des Travailleurs (SPS)**

S'il y a co-activité ou sous traitance, un coordonnateur SPS sera désigné.

### **1.3.7 Ordonnancement, Coordination et Pilotage du Chantier (OPC)**

Sans objet.

### **1.3.8 Autres intervenants**

Sans objet.

## **1.4 Travaux intéressant la Défense - Obligation de discrétion**

### **1.4.1 Dispositions relatives aux prestations intéressant la Défense**

Sans objet.

### **1.4.2 Obligation de discrétion**

Sans objet.

## **1.5 Contrôle des prix de revient**

Sans objet.

## **1.6 Dispositions générales**

### **1.6.1 Mesures d'ordre social - Application de la réglementation du travail**

Le titulaire est soumis aux obligations résultant des lois et règlements relatives à la protection de la main d'œuvre et aux conditions du travail.

Dans le cas de prestataires groupés, le respect de ces mêmes obligations par les cotraitants doit être assuré à la diligence et sous la responsabilité du mandataire.

En application de l'article R.341-36 du Code du Travail et avant tout commencement d'exécution, le titulaire doit remettre à la personne publique une attestation sur l'honneur indiquant s'il a ou non l'intention de faire appel, pour l'exécution du marché, à des salariés de nationalité étrangère et, dans l'affirmative, certifiant que ces salariés sont ou seront autorisés à exercer une activité professionnelle en France.

La proportion maximale des ouvriers d'aptitudes physiques restreintes rémunérés au-dessous du taux normal des salaires par rapport au nombre total des ouvriers de la même catégorie employés sur le chantier ne peut excéder 10 % et le maximum de réduction possible de leur salaire est fixé à 10%.

### **1.6.2 Dispositions applicables en cas d'intervenants étrangers**

En cas de litige, la loi française est seule applicable. Les tribunaux français sont seuls compétents. Les correspondances relatives au marché sont rédigées en français.

Si le titulaire est établi dans un autre pays de la Communauté Européenne sans avoir d'établissement en France, il facture ses prestations hors TVA et a droit à ce que l'administration lui communique un numéro d'identification fiscal.

La monnaie de compte du marché est l'Euro. Le prix, libellé en Euros, reste inchangé en cas de variation de change.

Si le titulaire entend recourir aux services d'un sous-traitant étranger, la demande de sous-traitance doit comprendre, outre les pièces prévues à l'article 114 du Code des Marchés Publics (CMP), une déclaration du sous-traitant, comportant son identité et son adresse ainsi rédigée :

"J'accepte que le droit français soit le seul applicable et les tribunaux français seuls compétents pour l'exécution en sous-traitance du marché N° ..... du ..... ayant pour objet .....

Ceci concerne notamment la loi n° 75-1334 du 31 décembre 1975 relative à la sous-traitance.

Mes demandes de paiement seront libellées dans la monnaie de compte du marché et soumises aux modalités de l'article 3-4.2 du présent CCAP.

Leur prix restera inchangé en cas de variation de change. Les correspondances relatives au marché sont rédigées en français."

### **1.6.3 Assurance de responsabilité civile pendant et après travaux**

Les titulaires et, le cas échéant, leurs sous-traitants doivent être garantis par une police destinée à couvrir leur responsabilité civile en

<b>SCP Franck BOURGOIN</b>	<b>Réf. 14721</b>
Page 5 / 15	<b>date : Février 2024</b>

<b>Commune de Chaillé les marais - Aménagement d'un lotissement</b>	Maître d'Ouvrage: Commune de Chaillé les marais
---	---

cas de préjudices causés à des tiers, y compris le maître de l'ouvrage, à la suite de tout dommage corporel, matériel et immatériel consécutif, du fait de l'opération en cours de réalisation ou après sa réception.

Par dérogation à l'article 4.3 du CCAG, leurs polices doivent apporter les minimums de garantie définis ci-après:

- dommages corporels : 4 600 000,00 € par sinistre ;
- dommages matériels : 1 500 000,00 € par sinistre ;
- dommages matériels et immatériels après réception: 1 500 000,00 € par sinistre et par année.

Les titulaires doivent fournir une attestation avant la notification du marché, émanant de leur compagnie d'assurance, ainsi que les attestations de leurs sous-traitants, délivrées dans les mêmes conditions. Ils doivent adresser ces attestations au maître de l'ouvrage au cours du premier trimestre de chaque année, pendant toute la durée de leur mission. Sur simple demande du maître de l'ouvrage, les titulaires doivent justifier à tout moment du paiement de leurs primes ainsi que de celles de leurs sous-traitants.

## 2 PIÈCES CONSTITUTIVES DU MARCHÉ

Les pièces constitutives du marché sont les suivantes par ordre de priorité :

### 2.1 Pièces particulières :

- L'Acte d'Engagement (AE) et ses annexes éventuelles, dont l'exemplaire original conservé dans les archives du maître de l'ouvrage fait seul foi ;
- le présent Cahier des Clauses Administratives Particulières (CCAP) et ses annexes éventuelles, dont l'exemplaire original conservé dans les archives du maître de l'ouvrage fait seul foi ;
- le Cahier des Clauses Techniques Particulières (CCTP) dont l'exemplaire original conservé dans les archives du maître de l'ouvrage fait seul foi ;
- les plans annexés au CCTP ;
- le Détail Quantitatif Estimatif (DQE) ;
- le programme d'exécution des ouvrages.

### 2.2 Pièces générales :

Les documents applicables sont ceux en vigueur au premier jour du mois d'établissement des prix fixé en page de garde de l'acte d'engagement :

- le Cahier des Clauses Techniques Générales (CCTG) applicables aux marchés publics de travaux ;
- le Cahier des Clauses Spéciales des Documents Techniques Unifiés (CCSDTU) énumérés à l'annexe 1 de la circulaire du ministre chargé de l'Economie et des Finances relative aux cahiers des clauses administratives spéciales des marchés publics de travaux de bâtiment, compte tenu des modifications qui leur sont apportées par l'annexe 2 à cette circulaire ;
- le Cahier des Clauses Administratives Générales (CCAG) applicable aux marchés publics de travaux approuvé par le décret n° 76-87 du 21 janvier 1976 et l'ensemble des textes qui l'ont modifié.

## 3 PRIX ET MODE D'ÉVALUATION DES OUVRAGES

### 3.1 Tranche(s) conditionnelle(s)

#### 3.1.1 Délais limites de notification

Les délais limites de notification par ordres de service de la décision d'affermissement de chacune des tranches sont précisés ci-après, à compter de l'origine du délai d'exécution de la tranche ferme :  
Aucune tranche conditionnelle

#### 3.1.2 Indemnité de dédit

Le marché ne prévoit pas d'indemnité de dédit.

#### 3.1.3 Indemnité d'attente

Le marché ne prévoit pas d'indemnité d'attente.

### 3.2 Contenu des prix - Mode d'évaluation des ouvrages et de règlement des comptes - Travaux en régie

#### 3.2.1 Contenu des prix

Les ouvrages ou prestations faisant l'objet du marché sont réglés par un prix global et forfaitaire tel qu'il résulte du détail quantitatif estimatif pour chaque lot ou groupement de lots, stipulés dans l'acte d'engagement.

Aucun supplément ne pourra être admis sauf s'il est reconnu comme complémentaire au programme prévu et s'il a fait l'objet d'un ordre de service délivré par le Maître d'Œuvre et contresigné par le Responsable du marché.

<b>SCP Franck BOURGOIN</b>	<b>Réf. 14721</b>
Page 6 / 15	<b>date : Février 2024</b>

Les prix du marché sont réputés comprendre tous les ouvrages nécessaires au parfait achèvement des travaux. Ils sont établis en tenant compte notamment :

- des sujétions qu'est susceptible d'entraîner l'exécution simultanée des réseaux divers, des différents lots et des travaux extérieurs liés à la desserte de la zone ;
- des étalements, blindages des fouilles quelle que soit l'importance ou la nature des terrains ;
- des dépenses de préparation, des frais d'études et de reproduction de documents;
- des frais de contrôle, d'essais et de réception prévus;
- des sujétions dues à la circulation sur voie publique ou voie privée ou à la présence de canalisations diverses, que les ouvrages soient indiqués ou non sur les plans ;
- des sujétions liées aux phénomènes naturels lorsqu'ils ne dépassent pas les limites ci-après relevées au centre météorologique le plus proche :
  - température (gelée) : inférieure à -5°C pendant 24 heures,
  - pluie supérieure à 40mm par jour pendant 24 heures,
  - neige supérieure à 10 cm en 24 heures,
- les frais de main-d'oeuvre, y compris les frais particuliers engagés exceptionnellement pour réaliser les travaux dans les délais prescrits (heures supplémentaires, heures de nuit, etc.)
- les frais d'assurances et d'accidents ;
- les droits de brevet éventuels ;
- la participation aux dépenses communes,
- les nettoyages de chantier au fur et à mesure de l'avancement des travaux (une fois par semaine au minimum) ;
- les frais de chantier, frais généraux et bénéfice,
- et d'une manière générale, toutes les sujétions accessoires, nécessaires au parfait achèvement des travaux.
- en tenant compte des dépenses liées aux mesures particulières concernant la sécurité et la protection de la santé ( S.P.S.), de la notification du marché à la fin du délai de garantie de parfait achèvement.

L'entrepreneur reconnaît avoir une parfaite connaissance du C.C.T.P. et de ses annexes, des dépenses communes de chantier, avoir contrôlé les indications des documents constitutifs du marché, avoir cherché les renseignements complémentaires nécessaires à son étude, auprès du maître d'œuvre et de tous services compétents, et avoir tenu compte dans sa proposition de toutes les sujétions qui en découlent.

Les anomalies survenant au cours du marché et n'entrant pas dans les événements considérés comme cas de force majeure au sens de la circulaire du 20 novembre 1974 du ministère de l'Economie et des Finances seront réputées être comprises dans l'économie du marché.

Les aléas, qui donneraient naissance à une interruption provisoire des travaux sans bouleverser l'économie du marché, ne pourront servir de fondement à une demande d'indemnité.

Un événement anormal et imprévisible n'entrant pas dans l'un des cas de force majeure mais provoquant obligatoirement un ajournement des travaux décidé par le Maître de l'Ouvrage devra être reconnu par attachements journaliers pour sauvegarder l'intérêt des parties.

### 3.2.2 Prestations fournies gratuitement à l'entreprise

Outre les facilités dont bénéficiera l'entreprise pour l'installation de ses chantiers, en application du 8-4.1 ci-après, le maître de l'ouvrage ne fournira aucune prestation à titre gratuit.

### 3.2.3 Caractéristique des prix pratiqués

Les ouvrages ou prestations faisant l'objet du marché sont réglés par application des prix unitaires et/ou forfaitaires dont le libellé est donné dans le bordereau des prix ou le détail quantitatif estimatif.

### 3.2.4 Sous-détail ou décomposition supplémentaire de prix

Sans objet.

### 3.2.5 Travaux en régie

Sans objet.

### 3.2.6 Calcul des décomptes et des acomptes

Les comptes sont réglés mensuellement, suivant les dispositions de l'article 13.1, 13.21 et 13.22 du CCAG.

### 3.2.7 Modalités du règlement par virement des acomptes et du solde

Les règlements seront effectués par mandat administratif.

Le délai global de paiement des avances, acomptes, solde et indemnités est fixé à 30 jours.

Le défaut de paiement dans ce délai fait courir de plein droit et sans autre formalité, des intérêts moratoires au bénéfice du titulaire et des sous-traitants payés directement. Le taux des intérêts moratoires est celui de l'intérêt légal en vigueur à la date à laquelle les intérêts moratoires ont commencé à courir augmenté de deux points.

Le point de départ du délai global de paiement des acomptes est la date de réception du projet de décompte par le maître d'œuvre.

Le point de départ du délai global de paiement du solde est la date d'acceptation du décompte général et définitif par le titulaire.

Il est dérogé à la totalité des articles 11.7, 13.231, 13.431 et 13.54 du CCAG et fait application de l'article 98 du CMP.

Pour l'application de l'article 13.511, le terme "paiement" est substitué à celui de "mandatement".

Par dérogation aux articles 13.44 et 13.45 du CCAG, le délai de 30 jours fixé au titulaire pour renvoyer le décompte général signé, avec ou sans réserves, ou pour faire connaître les raisons de son refus de signer, est réduit à 25 jours.

### 3.2.8 Approvisionnements

Sans objet.

### 3.2.9 Répartition des dépenses communes de chantier

Les stipulations du CCAG sont applicables.

## 3.3 Variation dans les prix

Les répercussions sur les prix du marché des variations des éléments constitutifs du coût des travaux sont réputées réglées par les stipulations ci-après :

### 3.3.1 Type de variation des prix

Les prix sont révisibles suivant les modalités fixées aux articles 3-3.3 et 3-3.4.

### 3.3.2 Mois d'établissement des prix du marché

Les prix du présent marché sont réputés établis sur la base des conditions économiques du mois fixé en page 1 de l'acte d'engagement, ce mois est appelé « mois zéro » (mo).

### 3.3.3 Choix des index de référence

Les index de référence I choisis en raison de leurs structures pour la révision des prix des travaux faisant l'objet du marché sont :

Index	Désignation
TP03	Terrassements généraux
TP08	Travaux d'aménagement et d'entretien de voirie
TP09	Travaux d'enrobés (fabrication et mise en œuvre avec fourniture de bitume et granulats)
TP10a	Canalisations, égouts, assainissement et adduction d'eau avec fourniture de tuyaux
EV3	Travaux de création d'espaces verts

Ces index sont publiés :

- au Bulletin Officiel du ministère en charge de l'Équipement ;
- au Bulletin Officiel de la Concurrence, de la Consommation, et de la Répression des Fraudes (BOCCRF).

Les primes, pénalités, retenues et indemnités sont révisées avec l'index du marché ou du lot ou à défaut du premier index défini dans le marché ou le lot.



### 3.3.4 Modalités de révision des prix

Le coefficient de révision Cr applicable pour le calcul d'un acompte et du solde est donné par la formule:  $Cr = 0,125 + 0,875 \times (I_n/I_0)$  avec :

- $I_0$  valeur de l'index du mois d'établissement des prix ;
- $I_n$  valeur de l'index du mois de réalisation des prestations.

La périodicité de la révision suit la périodicité de l'acompte.

En complément à l'article 10.44 du CCAG, la valeur finale des références utilisées pour l'application de cette clause est appréciée au plus tard à la date de réalisation contractuelle des prestations ou à la date de réalisation réelle si celle-ci est antérieure.

Pour la mise en œuvre de cette formule et par dérogation à l'article 11.6 du CCAG, les calculs intermédiaires et finaux sont effectués avec au maximum quatre décimales.

Pour chacun de ces calculs, l'arrondi est traité de la façon suivante :

- si la cinquième décimale est comprise entre 0 et 4 (bornes incluses), la quatrième décimale est inchangée (arrondi par défaut) ;
- si la cinquième décimale est comprise entre 5 et 9 (bornes incluses), la quatrième décimale est augmentée d'une unité (arrondi par excès).

Lorsqu'une révision a été effectuée provisoirement en utilisant un index antérieur à celui qui doit être appliqué, il n'est procédé à aucune autre révision avant la révision définitive, laquelle intervient sur le premier règlement suivant la parution de l'index correspondant.

### 3.3.5 Application de la taxe à la valeur ajoutée

Sauf dispositions contraires, tous les montants figurant dans le présent marché, sont exprimés hors TVA.

Les montants des acomptes et du solde sont calculés en appliquant les taux de TVA en vigueur à la date du fait générateur de la TVA.

## 3.4 Paiement des cotraitants et des sous-traitants

### 3.4.1 Répartition des paiements

L'acte d'engagement indique ce qui doit être réglé :

- à l'entrepreneur titulaire et éventuellement aux sous-traitants
- ou
- à l'entrepreneur mandataire, ses cotraitants et éventuellement aux sous-traitants.

### 3.4.2 Modalités de paiement direct par virements

Pour les sous-traitants, le titulaire joint en double exemplaire au projet de décompte une attestation indiquant la somme à régler, par le maître de l'ouvrage à chaque sous-traitant concerné ; cette somme tient compte d'une éventuelle variation dans les prix prévue dans le contrat de sous-traitance et inclut la TVA.

Pour les sous-traitants d'un entrepreneur du groupement, l'acceptation de la somme à payer à chacun d'entre eux fait l'objet d'une attestation, jointe en double exemplaire au projet de décompte, signée par celui des entrepreneurs du groupement qui a conclu le contrat de sous-traitance et indiquant la somme à régler par le maître de l'ouvrage au sous-traitant concerné ; cette somme tient compte d'une éventuelle variation dans les prix prévue dans le contrat de sous-traitance et inclut la TVA.

Si l'entrepreneur qui a conclu le contrat de sous-traitance n'est pas le mandataire, ce dernier doit signer également l'attestation.

## 4 DÉLAI DE RÉALISATION - PÉNALITÉS, PRIMES ET RETENUES

### 4.1 Délai d'exécution

Les stipulations correspondantes figurent dans l'acte d'engagement.

### 4.2 Prolongation des délais d'exécution

Les stipulations du CCAG sont seules applicables.

### 4.3 Pénalités pour retard d'exécution - Primes d'avance

#### 4.3.1 Pénalités pour retard d'exécution

Les stipulations du CCAG sont seules applicables, compte tenu du complément suivant :

- s'il est fait application, conformément aux dispositions de l'article 3 de l'acte d'engagement, d'un délai global d'exécution de plusieurs tranches, la pénalité de retard prévue au marché s'applique au montant de l'ensemble des tranches.

<b>Commune de Chaillé les marais - Aménagement d'un lotissement</b>	Maître d'Ouvrage: Commune de Chaillé les marais
---	---

#### **4.3.2 Pénalités pour retard d'exécution des délais distincts**

Sans objet.

#### **4.3.3 Primes d'avance**

Sans objet.

#### **4.4 Pénalités et retenues autres que retard d'exécution**

##### **4.4.1 Repliement des installations de chantier et remise en état des lieux**

Les stipulations du CCAG sont seules applicables.

##### **4.4.2 Documents fournis après exécution**

En cas de retard dans la fourniture des documents telle qu'elle est prévue à l'article 9-5, le titulaire encourt, sans mise en demeure préalable par dérogation à l'article 49.1 du CCAG, une pénalité journalière fixée à 100,00 €.

##### **4.4.3 Sécurité et Protection de la Santé des travailleurs**

En cas de non-respect des délais fixés aux articles 8-1 et 8-4.3 ci-après le titulaire encourt, sans mise en demeure préalable par dérogation à l'article 49.1 du CCAG, une pénalité journalière fixée à 150.00 Euros hors taxes.

##### **4.4.4 Rendez-vous de chantier**

Les comptes-rendus de chantier valent convocation des entreprises dont la présence est requise. Les rendez-vous de chantier sont fixés par le maître d'œuvre.

En cas d'absence à la réunion de chantier le titulaire encourt, sans mise en demeure préalable par dérogation à l'article 49.1 du CCAG, une pénalité fixée à 100,00 €.

##### **4.4.5 Autres pénalités diverses**

Défaut ou absence de signalisation temporaire de chantier : 150,00 € par élément de signalisation manquant ou inadapté au chantier.

## **5 CLAUSES DE FINANCEMENT ET DE SURETÉ**

### **5.1 Retenue de garantie**

Une retenue de garantie de 5 % est exercée sur les acomptes par le comptable assignataire des paiements.

Par dérogation à l'article 4-2 du CCAG, elle peut être remplacée au gré du titulaire par une garantie à première demande ou par une caution personnelle et solidaire. Cette garantie ou cette caution doit être constituée en totalité au plus tard à la date à laquelle le titulaire remet la demande de paiement correspondant au premier acompte. En cas d'avenant, elle doit être complétée dans les mêmes conditions.

Dans l'hypothèse où la garantie ou la caution ne serait pas constituée, ou complétée, dans ce délai, la retenue de garantie correspondant à l'acompte est prélevée et le titulaire perd jusqu'à la fin du délai de garantie la possibilité de substituer une garantie à première demande ou une caution à la retenue de garantie.

### **5.2 Avance forfaitaire**

Une avance forfaitaire est versée au titulaire sauf indication contraire dans l'acte d'engagement.

Par dérogation à l'article 11.6 4ème paragraphe du CCAG, le montant de l'avance forfaitaire n'est pas affecté par la mise en œuvre de la clause de variation des prix.

Son montant est égal à 5 % du montant, toutes taxes comprises, des prestations à exécuter dans les 12 premiers mois après la date d'effet de l'acte qui emporte commencement d'exécution d'une tranche, lorsque celle-ci dépasse le seuil fixé par le CMP pour le versement de l'avance forfaitaire.

Le mandatement de l'avance forfaitaire intervient sans formalité dans le délai d'un mois à compter de cette date.

Toutefois, le titulaire doit justifier de la constitution d'une garantie à première demande, ou d'une caution personnelle et solidaire, à

<b>SCP Franck BOURGOIN</b>	<b>Réf. 14721</b>
Page 10 / 15	<b>date : Février 2024</b>

concurrence de 5 % du montant de l'avance.

Si cette garantie ou caution est constituée après la date génératrice du mandatement de l'avance, le délai d'un mois est compté à partir de la date de dépôt de la garantie ou de la caution.

Le remboursement de l'avance forfaitaire, effectué par précompte sur les sommes dues ultérieurement au titulaire, commence lorsque le montant des prestations exécutées au titre de la tranche atteint 65 % du montant initial de la tranche. Il doit être terminé lorsque ce pourcentage atteint 80 %.

Le remboursement de l'avance forfaitaire est pris en compte après les postes a) b) définis à l'article 13-21 du CCAG.

Dans le cas où le montant prévisionnel des sommes à payer directement à un sous-traitant dépasse le seuil fixé à l'article 87 du CMP, une avance forfaitaire peut lui être versée. Le titulaire transmet immédiatement à la PRM la demande de versement émise par le sous-traitant.

### **5.3 Avance facultative**

Sans objet.

## **6 PROVENANCE QUALITÉ, CONTRÔLE ET PRISE EN CHARGE DES MATÉRIAUX ET PRODUITS**

### **6.1 Provenance des matériaux et produits.**

Le CCTP fixe la provenance de ceux des matériaux, produits et composants de construction dont le choix n'est pas laissé au titulaire ou n'est pas déjà fixé par les pièces générales constitutives du marché ou déroge aux dispositions des dites pièces.

### **6.2 Mise à disposition de carrières ou lieux d'emprunt**

Sans objet.

### **6.3 Caractéristiques, qualités, vérifications, essais et épreuves des matériaux et produits**

#### **6.3.1 Vérifications, essais et épreuves sur le chantier**

Le CCTP définit les compléments et dérogations à apporter aux dispositions du CCAG et du CCTG concernant les caractéristiques et qualités des matériaux, produits et composants de construction à utiliser dans les travaux, ainsi que les modalités de leurs vérifications, essais et épreuves, tant qualitatives que quantitatives, sur le chantier.

#### **6.3.2 Vérifications, essais et épreuves en amont du chantier**

Le CCTP précise quels matériaux, produits et composants de construction font l'objet de vérifications ou de surveillance de la fabrication, dans les usines, magasins et carrières du titulaire ou de sous-traitants et fournisseurs, ainsi que les modalités correspondantes.

### **6.4 Prise en charge, manutention et conservation par le titulaire des matériaux et produits fournis par le maître de l'ouvrage.**

Sans objet.

## **7 IMPLANTATION DES OUVRAGES**

### **7.1 Piquetage général**

Avant le commencement des travaux, le piquetage général est effectué par le titulaire, à ses frais, contradictoirement avec le maître d'œuvre, pour les ouvrages ci-après :

- la totalité de l'ouvrage.

### **7.2 Piquetage spécial des ouvrages souterrains ou enterrés**

Le piquetage spécial des ouvrages souterrains ou enterrés ci-après, tels que canalisations ou câbles situés au droit ou au voisinage des travaux à exécuter, est effectué, par le titulaire, à ses frais, contradictoirement avec le maître d'œuvre qui a convoqué les exploitants des ouvrages, en même temps que le piquetage général ou la partie du piquetage général restant à exécuter :

- la totalité de l'ouvrage.

Lorsque le piquetage spécial concerne des canalisations de gaz, d'eau ou des câbles électriques, le titulaire doit, 10 jours au moins avant le début des travaux, prévenir l'exploitant des canalisations ou câbles par une déclaration officielle (Déclaration d'Intention

de Commencement des Travaux par exemple).

Le titulaire est tenu de se conformer strictement aux dispositions contenues dans le décret 91 - 1147 du 14 octobre 1991 (et ses annexes) et l'arrêté du 16 novembre 1994 relatifs à l'exécution des travaux à proximité de certains ouvrages souterrains, aériens ou subaquatiques, de transport ou de distribution.

## 8 PRÉPARATION, COORDINATION ET EXÉCUTION DES TRAVAUX

### 8.1 Période de préparation - Programme d'exécution des travaux

Il est fixé une période de préparation dont les caractéristiques sont définies à l'article 3-1 de l'acte d'engagement.

Il est procédé, au cours de cette période, aux opérations suivantes :

- Par les soins du maître de l'ouvrage :

o libération des emprises nécessaires.

- Par les soins du titulaire :

o élaboration du calendrier d'établissement des documents d'exécution en concertation avec le maître d'œuvre ;

o établissement du calendrier détaillé d'exécution des travaux en concertation avec le maître d'œuvre ;

o établissement et présentation au visa du maître d'œuvre du programme des études d'exécution, dans le délai de 15 jours suivant l'acte qui emporte commencement d'exécution de la période de préparation ;

o par dérogation à l'article 28.2 3ème alinéa du CCAG, établissement et présentation au visa du maître d'œuvre du programme d'exécution des travaux, dans le délai de 15 jours suivant l'acte qui emporte commencement d'exécution de la période de préparation.

Il est accompagné:

\* du projet des installations de chantier et des ouvrages provisoires ;

\* du planning détaillé des travaux mentionnant le chemin critique des tâches à exécuter ;

o établissement et remise au maître d'œuvre, dans les conditions prévues à l'article 8-2 du présent CCAP, des études d'exécution nécessaires pour le début des travaux ;

o approvisionnement du chantier.

Les travaux ne peuvent pas commencer avant l'obtention du/des visa(s) du maître d'œuvre.

### 8.2 Etudes d'exécution des ouvrages

Les études d'exécution des ouvrages sont établies par le titulaire et soumis au visa du maître d'œuvre.

Ces documents sont fournis en 3 exemplaires dont un sur calque.

### 8.3 Échantillons - Notices techniques - Procès verbal d'agrément

L'entrepreneur est tenu de fournir à ses frais tous les échantillons, notices techniques et procès verbaux d'agrément demandés par le maître d'œuvre et ce dans les délais prévus par celui-ci.

### 8.4 Installation, organisation, sécurité et hygiène des chantiers

Pour l'application des articles 31 à 34 du CCAG, le titulaire doit tenir compte des compléments suivants :

#### 8.4.1 Installation des chantiers de l'entreprise

Le projet des installations de chantier indique, notamment, la situation sur plan des locaux pour le personnel et de leurs accès à partir de l'entrée du chantier, leur desserte par les réseaux d'eau, d'électricité et d'assainissement et leurs dates de réalisation ; ces dates doivent être telles que les conditions d'hébergement et d'hygiène sur le chantier soient toujours adaptées aux effectifs.

#### 8.4.2 Lieux de dépôt des déblais en excédent

Aucune stipulation particulière.

#### 8.4.3 Sécurité et hygiène des chantiers

L'entrepreneur prendra ses dispositions pour répondre à toutes ses obligations imposées par le Code du travail en ce qui concerne la

sécurité et la santé des travailleurs sur le chantier.

Si un coordonnateur SPS a été missionné par le maître d'ouvrage, l'entrepreneur devra désigner un représentant parmi les salariés présents de l'entreprise pour être l'interlocuteur du coordonnateur de sécurité avec pour tâches de :

- faciliter l'intervention du coordonnateur en exigeant notamment de tous les salariés de l'entreprise et des sous-traitants le strict respect des dispositions adoptées pour la sécurité et la santé des travailleurs ;
- accompagner sur le chantier le coordonnateur à sa demande ;
- fournir au coordonnateur, sur sa demande, les justificatifs sur les modalités de gestion des phases provisoires ;
- viser le registre journal.

L'entrepreneur remettra à ses sous-traitants la notice sécuritaire établie par le coordonnateur et se chargera de respecter les dispositions qui y sont mentionnées.

#### 8.4.4 Signalisation des chantiers à l'égard de la circulation publique

Cette charge incombe au titulaire du présent marché.

Elle doit être conforme à l'Instruction Interministérielle sur la signalisation routière, définie par l'arrêté du 24 novembre 1967 et l'ensemble des textes qui l'ont modifié;

Le titulaire est tenu d'adapter cette signalisation dès que la situation du chantier se révèle différente de celle prévue à l'origine.

La signalisation au droit des travaux est réalisée par l'entreprise.

La signalisation aux extrémités des sections où la circulation est interrompue et celle des itinéraires déviés, indiqués ci-dessus, sont réalisées par l'entreprise.

Le maître d'œuvre prévient le titulaire au moins 15 jours à l'avance de la date de mise en service de chaque itinéraire dévié, délai accordé à l'entreprise pour la mise en place de la signalisation qui lui incombe.

Le titulaire doit soumettre à l'agrément du maître d'œuvre les moyens en personnel, véhicules et matériels de signalisation qu'il compte utiliser.

Avant le début des travaux et pendant tout le cours de ceux-ci le titulaire doit faire connaître nominativement au maître d'œuvre le responsable de l'exploitation et de la signalisation du ou des chantiers, responsable qui doit pouvoir être contacté de jour comme de nuit.

Pour chaque chantier et pour chacun des éléments de signalisation le titulaire est tenu d'avoir en permanence en réserve :

- tous les éléments conformes à la réglementation et adaptés au chantier, plus des batteries de rechange pour les feux.

Le titulaire est tenu de maintenir la signalisation sur toute section abandonnée avant l'achèvement des travaux, les dépenses correspondantes ne sont remboursées au titulaire que si l'abandon n'est pas prévu dans le programme d'exécution des travaux et est la conséquence d'une décision du maître d'œuvre ou résulte du cas de force majeure.

Le personnel du titulaire travaillant sur les parties du chantier sous circulation doit être doté d'un baudrier, ou d'un gilet rétroréfléchissant.

Les parties latérales ou saillantes des véhicules opérant habituellement sur la chaussée à l'intérieur du chantier sont marquées de bandes rouges et blanches rétroréfléchissantes.

Les véhicules et engins du chantier progressant lentement ou stationnant fréquemment sur la chaussée doivent être pourvus de feux spéciaux prévus à l'article 122 paragraphe c: matériels mobiles alinéa 2 "feux spéciaux" de l'instruction Interministérielle sur la signalisation routière, livre I partie : signalisation temporaire du 6 novembre 1992.

En cas de visibilité réduite, un ou plusieurs agents munis d'un fanion KI avertissent les usagers de la présence à proximité, d'obstacles fixes ou mobiles sur la chaussée ou ses dépendances.

#### 8.4.5 Maintien des communications et de l'écoulement des eaux

Aucune stipulation particulière.

#### 8.4.6 Démolition de constructions

Aucune stipulation particulière.

#### 8.4.7 Emploi d'explosifs et engins explosifs de guerre

L'emploi des explosifs fait l'objet des interdictions ou restrictions ci-après dans les zones suivantes :

- sur l'emprise du chantier en concertation et avec l'accord du Maître d'ouvrage et du Maître d'œuvre.

Le lieu des travaux est susceptible de contenir des engins de guerre non explosés.

<b>Commune de Chaillé les marais - Aménagement d'un lotissement</b>	Maître d'Ouvrage: Commune de Chaillé les marais
---	---

#### **8.4.8 Dégradations causées aux voies publiques**

Par dérogation à l'article 34.1 du CCAG, l'entrepreneur a en totalité à sa charge les réparations qui sont dues en raison des dégradations causées aux voies publiques par les transports routiers ou circulation d'engins.

Les clauses de nettoyage et de balayage sont inscrites dans le CCTP.

#### **8.4.9 Garde du chantier en cas de défaillance d'un entrepreneur**

Aucune stipulation particulière.

#### **8.5 Sujétions résultant de l'exploitation du domaine public ou privé**

Sans objet.

### **9 CONTRÔLES ET RÉCEPTIONS DES TRAVAUX**

#### **9.1 Essais et contrôles des ouvrages en cours de travaux**

Les stipulations du CCAG sont seules applicables.

#### **9.2 Réception**

##### **9.2.1 Réception des ouvrages**

Les stipulations du CCAG sont seules applicables.

##### **9.2.2 Réceptions partielles**

Les stipulations du CCAG sont seules applicables.

#### **9.3 Prise de possession anticipée de certains ouvrages ou partie d'ouvrage**

Les stipulations du CCAG sont seules applicables.

#### **9.4 Mise à disposition de certains ouvrages ou parties d'ouvrages**

Sans objet.

#### **9.5 Documents fournis après exécution**

Le titulaire remet au maître d'œuvre, en 3 exemplaires dont un reproductible et un exemplaire au coordonnateur SPS pour la constitution du Dossier d'Intervention Ulérieure sur l'Ouvrage (DIUO) :

- au plus tard le jour des opérations préalables à la réception : le Dossier des Ouvrages Exécutés (DOE) ;
  - au plus tard lorsqu'il demande la réception : les notices de fonctionnement et d'entretien des ouvrages établies conformément aux prescriptions et recommandations des normes françaises en vigueur ;
  - dans les 2 mois suivant la réception : les plans et autres documents conformes à l'exécution, pliés au format normalisé A4.
- La fourniture d'un plan de récolement en format dwg et dxf.

#### **9.6 Délai de garantie**

Les stipulations du CCAG sont seules applicables.

#### **9.7 Garanties particulière**

##### **9.7.1 Garanties particulière d'étanchéité**

Sans objet.

##### **9.7.2 Garantie particulière du système de protection des structures métalliques**

Sans objet.

##### **9.7.3 Garantie particulière des systèmes de protection sur bois**

Sans objet.

##### **9.7.4 Garantie particulière des peintures sur maçonnerie, enduits et serrurerie**

Sans objet.

##### **9.7.5 Garantie particulière de fonctionnement d'installation de haute technicité**

Sans objet.

##### **9.7.6 Autre(s) garantie(s) particulière(s)**

Sans objet.

### **10 DÉROGATION AUX DOCUMENTS GÉNÉRAUX**

Les dérogations explicitées dans les articles désignés ci-après du CCAP sont apportées aux articles suivants des documents et des normes françaises homologuées ci-après :

<b>SCP Franck BOURGOIN</b>	<b>Réf. 14721</b>
Page 14 / 15	<b>date : Février 2024</b>

10.1 CCAG :

CCAP 1-6.3	déroge à l'article	4.3 du CCAG
CCAP 3-2.7	déroge aux articles	11.7, 13.231, 13.431, 13.44, 13.45 et 13.54 du CCAG
CCAP 3-3.4	déroge à l'article	11.6 du CCAG
CCAP 4-4.2	déroge à l'article	49.1 du CCAG
CCAP 4-4.3	déroge à l'article	49.1 du CCAG
CCAP 4-4.4	déroge à l'article	49.1 du CCAG
CCAP 5-1	déroge à l'article	4-2 du CCAG
CCAP 5-2	déroge à l'article	11.6 4ème alinéa du CCAG
CCAP 8-1	déroge à l'article	28.2 3ème alinéa du CCAG
CCAP 8-4.8	déroge à l'article	34.1 du CCAG

10.2 CCTG et CPC travaux publics

Néant

10.3 Normes françaises homologuées

Néant

10.4 Autres normes

Néant.

Lu et accepté,

A , le

L'entrepreneur,

Paraphe sur chaque page